ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 14 juin 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'ordonnance "créant des fonds budgétaires", a donné le 20 juin 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 juni 1991 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende oprichting van begrotingsfondsen", heeft op 20 juni 1991 het volgend advies gegeven :

Article 2.

1. L'article, au lieu d'être divisé en 1E, 2E, 3E, ... devrait être divisé en paragraphes et il faudrait insérer un paragraphe 1er rédigé comme suit :

"§ 1er. Les fonds visés au présent article sont des fonds budgétaires au sens de l'article 19 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat".

Les 1E à 11E, devenant les paragraphes 2 à 12, devraient, dès lors, être rédigés sur le modèle suivant :

"§ ... Il est créé un Fonds ...

Sont affectées au Fonds visé à l'alinéa 1er ...

Les moyens du Fonds visé à l'alinéa 1er sont affectés ...".

2. Les subdivisions d'alinéas doivent être introduites par 1E, 2E, 3E ... au lieu de l'être par des tirets.

3. Au 2E (devenant le paragraphe 3), dans le texte français de l'alinéa 2, il convient de remplacer le mot "récupération" par le mot "remboursement", qui est, d'ailleurs, le terme utilisé dans le texte néerlandais ("terug-betaling").

4. Au 3E, devenant le paragraphe 4, alinéa 2, 1er tiret (devenant 1E), mieux vaudrait écrire :

"1Ede la vente et de la location de biens immeubles affectés à l'exercice des compétences en matière de communications et de travaux publics,".

5. Dans le même alinéa 2, 3e tiret (devenant 3E), il faudrait écrire :

"3Ede la publicité placée sur les biens du domaine public affectés à l'exercice des mêmes compétences, ainsi que ...;".

6. Au 7e tiret (devenant 7E), l'expression "autres recettes de toute nature" est trop large, eu égard aux termes de l'article 19 de la loi précitée. Il est, dès lors, proposé d'écrire "autres recettes de nature similaire".

7. A l'alinéa 3, 2e tiret (devenant 2E), il faudrait écrire :

"2Eà des dépenses concernant la Société des transports intercommunaux de Bruxelles en matière ...;".

8. L'expression "toutes sujétions généralement quelconques" appelle la même observation que celle formulée

au sujet de l'alinéa 2, 7E. Il convient de la remplacer par des termes plus précis.

9. Il semble que l'on puisse comprendre les alinéas 2 et 3 du 4E (devenant le paragraphe 5) comme signifiant que les créances remboursées par les communes et versées au fonds sont destinées à rembourser les dettes de la Région envers le fonds national.

La rédaction des alinéas 2 et 3 devrait être améliorée en vue de faire apparaître la distinction entre les recettes et les dépenses.

10. A la fin de l'alinéa 3 du 4E (devenant le paragraphe 5), il faudrait écrire "telles qu'elles sont définies par l'arrêté royal du 21 septembre 1989".

11. Au 5E (devenant le paragraphe 6), alinéa 2, 1er tiret (devenant 1E), il faut écrire :

"1Ede la vente et de la location de terrains affectés à l'exercice des compétences en matière d'aménagement urbain et foncier;".

12. Quant à l'alinéa 2, 3e tiret (devenant 3E), l'exposé des motifs devrait fournir des précisions sur ce qu'est la "compensation programmatique en matière d'aménagement du territoire".

13. Le texte sous le 5e tiret de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"5Edu remboursement des primes accordées en vue de l'amélioration de l'habitat, des façades et des trottoirs".

14. Au 6E (devenant le paragraphe 7), alinéa 2, le texte sous le 4e tiret (devenant 4E) serait mieux rédigé comme suit :

"4Ede toutes autres ressources en matière de logement, y compris des remboursements et des recettes fortuites".

15. Au 9E (devenant le paragraphe 10), alinéa 2, 1er tiret, il faut supprimer les mots "de la présente ordonnance".

La même observation vaut pour le 11E (devenant le paragraphe 12), 1er tiret (devenant 1E).

16. En ce qui concerne l'alinéa 2, 2e tiret (devenant 2E), le Conseil d'Etat ne peut, dans le bref délai qui lui est imparti, se prononcer sur la constitutionnalité des amendes administratives qui y sont visées et sur la compétence de la Région en la matière.

Pour le surplus, il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"2Edes amendes administratives ainsi que de toutes autres sommes perçues à la suite d'actions introduites par la Région ou de décisions des cours et des tribunaux à charge ... (la suite comme au projet);".

17. Le texte sous le 4e tiret (devenant 4E) de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"4Ede toutes autres ressources en matière de politique de l'environnement, y compris les produits de placements, de remboursements et de recettes fortuites;".

18. L'alinéa 3 du 9E (devenant le paragraphe 10) serait mieux rédigé comme suit :

"Les moyens du fonds sont affectés à la politique en matière de prévention, de protection, de gestion et d'assainissement de l'environnement, y compris les subsides aux organismes régionaux".

19. Au 10E (devenant le paragraphe 11), alinéa 2, 4e tiret (devenant 4E), il faut écrire :

"4Ede la vente de publications diverses en la matière;".

20. Dans le texte français de l'alinéa 3, 1er et 2e tirets, mieux vaudrait écrire :

"1Eà l'entretien des forêts et des sites naturels;

2Eà l'aménagement des forêts et des sites naturels;".

21. Au 4e tiret (devenant 4E) de l'alinéa 3, il faut écrire :

"4Eà l'aménagement d'espaces verts nationaux, notamment ceux faisant partie de la donation royale;".

22. Au 5e tiret (devenant 5E) de l'alinéa 3, pour tenir compte de l'article 19 de la loi du 28 juin 1963, il conviendrait de préciser ce qu'il faut entendre par le mot "acquisitions".

23. Au 10E (devenant le paragraphe 11), alinéa 3, 4e tiret (devenant 4E) et au 11E (devenant le paragraphe 12), alinéa 2, 2e tiret (devenant 2E), le projet tient compte de deux projets d'accord de coopération au sens de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui concernent, l'un, l'épuration des eaux usées et, l'autre, l'entretien des espaces verts.

24. Le texte français de l'alinéa 3 du 11E (devenant le paragraphe 12) serait mieux rédigé comme suit :

"Les moyens du fonds sont affectés à la construction et au fonctionnement ... (la suite comme au projet)".

25. Dans le texte néerlandais, il faut écrire "het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest". La même observation vaut pour les articles 5 et 6.

Article 3.

Afin que l'énumération figurant à l'article 2 soit complète, il convient d'y insérer le texte de l'article 3, sous un paragraphe 13 qui préciserait en outre les recettes et les dépenses du fonds visé.

Il conviendrait, en conséquence, d'abroger l'article 5ter de l'arrêté royal nE 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi, y inséré par l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 1990.

Article 5.

Dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "incombant" par le mot "attribuée".

Article 6.

Dans le texte français, il faut supprimer les mots "du Ministre" et remplacer le mot "définira" par "définit".

Dans le texte néerlandais, il faut écrire "het programma of de programma's".

Article 8.

A l'alinéa 1er, il faut écrire "ceux non reproduits dans le budget ...".

Article 9.

Dans le texte français, il faut écrire "Les engagements existant au 31 décembre 1991 ...".

La même observation vaut pour l'article 10.

Chapitre V.

Le chapitre V devrait s'intituler "Dispositions modificatives et abrogatoires".

La disposition modificative doit précéder la disposition abrogatoire.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 11 qui est une disposition modificative :

"Article 11.

Un article 39bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale :

"Article 39bis.- Pour l'application des articles 38 et 39 dans la Région de Bruxelles-Capitale, se substitue au Fonds piscicole le Fonds destiné à l'entretien, l'acquisition et l'aménagement d'espaces verts, de forêts et de sites naturels, ainsi qu'au rempoissonnement et aux interventions urgentes en faveur de la faune, créé par l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du ...".

La rédaction suivante est proposée pour la disposition abrogatoire :

"Article 12.

Sont abrogés :

1Eles articles 36 et 37 de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale;

2El'arrêté royal nE 1 du 18 avril 1967 créant un Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale;

3Eles articles 38 à 40 du Code du logement;

4El'article 5ter de l'arrêté royal nE 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, y inséré par l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 1990;

5Ela dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 9 de l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 janvier 1991 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1991".

Artikel 2.

1. Het artikel zou in paragrafen moeten worden ingedeeld in plaats van 1E, 2E, 3E, ... en er zou een paragraaf 1 moeten worden ingevoegd, geredigeerd als volgt :

"§ 1. De in dit artikel bedoelde fondsen zijn begrotingsfondsen in de zin van artikel 19 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit".

De bepalingen onder 1E tot 11E, die de paragrafen 2 tot 12 worden, zouden bijgevolg moeten worden geredigeerd naar het volgende voorbeeld :

§ ... Er wordt een Fonds ... opgericht.

Aan het in het eerste lid bedoelde Fonds worden toegewezen ... .

De middelen van het in het eerste lid bedoelde Fonds worden aangewend ...".

2. De onderverdelingen van de leden moeten worden ingeleid door 1E, 2E, 3E ... in plaats van door streepjes.

3. In de bepaling onder 2E (die paragraaf 3 wordt) dient in de Franse tekst van het tweede lid het woord "récupération" te worden vervangen door het woord "remboursement", welke term

trouwens in de Nederlandse tekst wordt gebruikt ("terugbetaling");

4. In de bepaling onder 3E, die paragraaf 4 wordt, tweede lid, eerste streepje (dat 1E wordt), zou het beter zijn te schrijven :

"1Ede verkoop en de verhuring van onroerende goederen aangewend voor de uitoefening van de bevoegdheden inzake verkeer en openbare werken;".

5. In datzelfde tweede lid, derde streepje (dat 3E wordt), schrijve men :

"3Ede reclame aangebracht op de goederen van het openbaar domein die worden aangewend voor de uitoefening van dezelfde bevoegdheden, alsook ...;".

6. Na het zevende streepje (dat 7E wordt) is de uitdrukking "andere ontvangsten van allerlei aard" te ruim, gelet op de bewoordingen van artikel 19 van de bovengenoemde wet. Bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven "andere ontvangsten van soortgelijke aard".

7. In het derde lid, tweede streepje (dat 2E wordt), schrijve men :

"2Euitgaven betreffende de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel inzake ...;".

8. Bij de uitdrukking "allerhande dienstbaarheden" dient dezelfde opmerking te worden gemaakt als bij het tweede lid, 7E. Ze moet worden vervangen door nauwkeuriger bewoordingen.

9. Het tweede en het derde lid van de bepaling onder 4E (die paragraaf 5 wordt) kunnen blijkbaar zo worden begrepen dat de schuldvorderingen die door de gemeenten worden terugbetaald en die in het fonds worden gestort, bestemd zijn om de schulden van het Gewest ten aanzien van het nationale fonds terug te betalen.

De redactie van het tweede en het derde lid zou moeten worden verbeterd om het onderscheid tussen de ontvangsten en de uitgaven te doen uitkomen.

10. Aan het slot van het derde lid van de bepaling onder 4E (die paragraaf 5 wordt) schrijve men "zoals die zijn bepaald in het koninklijk besluit van 21 september 1989".

11. In de bepaling onder 5E (die paragraaf 6 wordt), tweede lid, eerste streepje (dat 1E wordt), schrijve men :

"1Ede verkoop en de verhuring van terreinen aangewend voor de uitoefening van de bevoegdheden inzake stedebouw en grondbeheer;".

12. Aangaande het tweede lid, derde streepje (dat 3E wordt) zou de memorie van toelichting duidelijkheid moeten verschaffen omtrent de betekenis van de "programmatische compensatie inzake stedebouw".

13. De tekst na het vijfde streepje van het tweede lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"5Ede terugbetaling van de premies toegekend voor het verbeteren van het comfort, de gevels en de voetpaden".

14. In de bepaling onder 6E (die paragraaf 7 wordt), tweede lid, zou de tekst na het vierde streepje beter worden geredigeerd als volgt :

"4Eandere inkomsten inzake huisvesting, met inbegrip van terugbetalingen en toevallige ontvangsten".

15. In de bepaling onder 9E (die paragraaf 10 wordt), tweede lid, eerste streepje, moeten de woorden "van deze ordonnantie" vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder 11E (die paragraaf 12 wordt), eerste streepje (dat 1E wordt).

16. Wat het tweede lid, tweede streepje (dat 2E wordt), betreft kan de Raad van State binnen de korte termijn die hem is toegemeten geen uitspraak doen over de grondwettigheid van de daarin bedoelde administratieve geldboetes of over de bevoegdheid van het Gewest ter zake.

Overigens wordt voorgesteld de tekst te redigeren als volgt :

"2E administratieve geldboetes alsook alle andere bedragen geïnd als gevolg van door het Gewest ingestelde rechtsvorderingen of als gevolg van beslissingen van de hoven en de rechtbanken gericht tegen de overtreders van de wetten en de verordeningen inzake leefmilieu en milieuhinder, behalve wat de kosten betreft die door het Agentschap voor netheid zijn aangegaan in het raam van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

17. De tekst onder het vierde streepje (dat 4E wordt) van het tweede lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"4E alle andere inkomsten inzake leefmilieubeleid, met inbegrip van de opbrengst van beleggingen, terugbetalingen en toevallige ontvangsten;".

18. Het derde lid van de bepaling onder 9E (die paragraaf 10 wordt) zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De middelen van het fonds worden aangewend voor het beleid inzake preventie in en bescherming, beheer en sanering van het leefmilieu, met inbegrip van de toelagen aan regionale instellingen".

19. In de bepaling onder 10E (die paragraaf 11 wordt), tweede lid, vierde streepje (dat 4E wordt), schrijve men :

"4Ede verkoop van diverse publikaties ter zake;".

20. In de Franse tekst van het derde lid, eerste en tweede streepje, zou het beter zijn te schrijven :

"1Eà l'entretien des forêts et des sites naturels;

"2Eà l'aménagement des forêts et des sites naturels;".

21. Na het vierde streepje (dat 4E wordt) van het derde lid schrijve men :

"4Ehet onderhoud van nationale groene ruimten, in het bijzonder van die welke deel uitmaken van de koninklijke schenking;".

22. Na het vijfde streepje (dat 5E wordt) van het derde lid zou, om rekening te houden met artikel 19 van de wet van 28 juni 1963, nader moeten worden bepaald wat moet worden verstaan onder het woord "aankopen".

23. In de bepaling onder 10E (die paragraaf 11 wordt), derde lid, vierde streepje (dat 4E wordt) en in de bepaling onder 11E (die paragraaf 12 wordt), tweede lid, tweede streepje (dat 2E wordt), houdt het ontwerp rekening met twee ontwerpen van samenwerkingsakkoorden in de zin van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, waarvan het ene betrekking heeft op de zuivering van afvalwater en het andere op het onderhoud van de groene ruimten.

24. De Franse tekst van het derde lid van de bepaling onder 11E (die paragraaf 12 wordt) zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Les moyens du fonds sont affectés à la construction et au fonctionnement ... (voorts zoals in het ontwerp)".

25. In de Nederlandse tekst schrijve men steeds "het Brusselse Hoofdstelijk Gewest".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 5 en 6.

Artikel 3.

Om de opsomming in artikel 2 compleet te maken, dient er de tekst van artikel 3 te worden ingevoegd onder een paragraaf 13, waarin bovendien de ontvangsten en de uitgaven van het bedoelde fonds zouden worden bepaald.

Bijgevolg zou artikel 5ter van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid, dat daar is ingevoegd bij de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 20 december 1990, moeten worden opgeheven.

Artikel 5.

In de Franse tekst dient het woord "incombant" te worden vervangen door het woord "attribuée".

Artikel 6.

In de Franse tekst moeten de woorden "du Ministre" vervallen en moet het woord "définira" te worden vervangen door het woord "définit".

In de Nederlandse tekst schrijve men "het programma of de programma's".

Artikel 8.

In het eerste lid schrijve men :

"De andere saldi van de begrotingsfondsen dan die vermeld in artikel 7, § 1, met inbegrip van die welke niet meer zijn opgenomen in ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 9.

In de Franse tekst schrijve men "Les engagements existant au 31 décembre 1991 ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10.

Hoofdstuk V.

Hoofdstuk V zou "Wijzigings- en opheffingsbepalingen" moeten heten.

De wijzigingsbepaling moet v o,' o,' r de opheffingsbepaling komen.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor artikel 11, dat een wijzigingsbepaling is :

"Artikel 11.

In de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidende :

"Artikel 39bis.- Voor de toepassing van de artikelen 38 en 39 in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest treedt in de plaats van het Visserijfonds het Fonds bestemd voor het onderhoud, de aankoop en de aanleg van groene ruimten, bossen en natuurgebieden, alsmede het opnieuw bepoten en noodingrepen ten behoeve van de fauna, opgericht bij de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van ...".".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor de opheffingsbepaling :

"Artikel 12.

Opgeheven worden :

1Ede artikelen 36 en 37 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij;

2Ehet koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967 tot oprichting van een Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie;

3Ede artikelen 38 tot 40 van de Huisvestingscode;

4Eartikel 5ter van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, ingevoegd bij de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 20 december 1990;

5Ede laatste zin van het tweede lid van artikel 9 van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 10 januari 1991 houdende de Algemene Uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1991".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.